

31 mars 2016

Les Parisiens inquiets du développement incontrôlé des plateformes de location de meublés touristiques

L'étude sur « L'impact des plateformes de locations meublées sur la vie des Parisiens » réalisée par l'institut Harris Interactive pour l'AhTop¹ auprès d'un échantillon représentatif de Parisiens, confirme les alertes lancées par l'AhTop depuis près d'un an. Les problèmes de sécurité, de vie de quartier, d'accès au logement, de distorsion de concurrence et d'impact sur l'économie constituent autant d'inquiétudes engendrées par l'utilisation massive et incontrôlée des plateformes de locations de meublés. Cette étude est un signal pour les pouvoirs publics, qui doivent prendre exemple sur des villes comme New York et Barcelone pour encadrer leur utilisation.

Des nuisances accrues dans les immeubles concernés et des quartiers durablement impactés

Ce développement massif n'a pas échappé aux Parisiens qui sont 93% à estimer que ce type de logements loué en ligne existe dans leur arrondissement. 48% d'entre eux (contre 24%) associent la présence d'un logement loué en ligne pour l'immeuble à des conséquences négatives et notamment en terme de sécurité (65%) et de nuisances sonores (60%).

Ils craignent que ce développement incontrôlé vienne accroître la crise du logement. 74% estiment que les logements disponibles pour les Parisiens vont décroître et 66% pensent que cela contribue à l'augmentation des loyers. De la même manière 64% assurent que ce développement change le profil social des habitants du quartier, contribuant ainsi à diminuer l'implication des citoyens dans la vie de quartier (56%).

Un appel clair au respect des règles

Au-delà des ces constats visibles quotidiennement et à l'image des alertes réitérées par l'AhTop depuis de nombreux mois, les Parisiens considèrent pour 72% qu'ils devraient être prévenus si de telles pratiques avaient cours dans leur immeuble. 71% d'entre eux souhaitent que leur nombre puisse être limité et 62% que le syndic ou la copropriété puisse donner son accord.

Pour Jean-Bernard Falco, Président de l'AhTop, « Cette étude montre bien que les citoyens souhaitent que les règles soient les mêmes pour tous et qu'elles soient appliquées. Si 28% des Parisiens estiment que ces pratiques sont le fait majoritairement ou à part égale de professionnels, ils sont 90% à réclamer que les revenus dégagés par cette activité soient imposables que ce soit dès le 1^{er} euro (35%) ou à partir d'un certain seuil (55%) ».

Par ailleurs, et ce afin que les règles soient mieux respectées, 82% des Parisiens se déclarent favorables à ce que la règle imposant à un locataire de demander l'accord écrit de son propriétaire avant de sous louer son logement soit imposée.

L'économie française ne profite pas de la croissance de ces plateformes

Bien qu'elles soient perçues comme faisant augmenter le nombre de touristes à Paris pour 80% des personnes interrogées, ces plateformes dans leur configuration actuelle ne contribuent pas de façon adéquate au développement de l'économie touristique à Paris et en France. Deux tiers des personnes interrogées associent cette activité à un faible nombre d'emplois (contre 93% lorsqu'il s'agit des professionnels du secteur de l'hébergement touristique).

Il y a urgence à agir : « Le week-end de Pâques a vu la fréquentation des hôtels s'effondrer (- 30% par rapport aux années précédentes) au profit de l'explosion des réservations sur des sites tels qu'Airbnb ou Abritel (taux de remplissage de 89% en moyenne pour les deux sites²). Nous, professionnels du secteur, tirons la sonnette d'alarme. L'économie touristique française qui représente

¹ Enquête réalisée en ligne du 25 février au 5 mars 2016. Echantillon de 1 000 personnes, représentatif des habitants de Paris âgés de 18 ans et plus.

² D'après une estimation des services Astotel et Airdna.co

31 mars 2016

plus de 7% du PIB est clairement menacée par le développement barbare de ces plateformes. Le législateur doit prendre conscience du désastre industriel qui se noue. Les hôteliers ne sont pas les seuls touchés et la loi sur l'économie numérique est l'occasion de mettre un terme à des dérives devenues inacceptables. Paris doit prendre exemple sur des villes comme New York ou Barcelone ! », conclut Jean-Bernard Falco.

A propos de l'étude Harris Interactive

Enquête réalisée en ligne du 25 février au 3 mars 2016. Échantillon de 1 000 personnes, représentatif des habitants de Paris âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et quartier d'habitation de l'interviewé(e).

A propos d'AhTop

Créée le 21 Juillet 2015 et déjà forte de près de 30.000 adhérents, l'AhTop (Association pour un Hébergement et un Tourisme Professionnels) a vocation à fédérer l'ensemble des professionnels de la filière touristique et unifier en son sein tous les acteurs économiques pour promouvoir un hébergement de qualité et un haut niveau de service et contribuer ainsi à l'attractivité touristique de la France. Elle rassemble les organisations syndicales telles que le SYNHORCAT-GNI, le FAGIHT qui en sont membres fondateurs, la FNAIM, l'UNIS, le SNPI, la chaîne internationale Best Western, la fédération des professionnels parisiens des chambres d'hôtes ainsi que différents acteurs de la filière touristique française (secteur hôtelier, chambres d'hôtes, auberges de jeunesse, restauration, agences de voyage, professions immobilières et syndicats de copropriété).